

# Rapport de repérage des matériaux et revêtements contenant du plomb avant travaux



## BIEN IMMOBILIER CONCERNE :

DIRECTION DEPARTEMENTALE TERRITOIRE - DES  
TERRITOIRES DU BAS-RHIN  
PALAIS EPISCOPAL  
67000 STRASBOURG (France)

## Propriétaire

DIRECTION DEPARTEMENTALE TERRITOIRE DES TERRITOIRES DU  
BAS-RHIN  
14 RUE DU MARECHAL JUIN  
67000 STRASBOURG (France)

## Demandeur

DIRECTION DEPARTEMENTALE TERRITOIRE DES TERRITOIRES DU  
BAS-RHIN  
14 RUE DU MARECHAL JUIN  
67000 STRASBOURG (France)

**Nature des travaux :** Rénovation / Réhabilitation : OUI Démolition : NON

**Programme des travaux :** Voir chapitre I.3

**Date du rapport :** 20/09/2020

**Date de visite :** 02/09/2020

**Nombre de pages :** 22

**Fait à :** STRASBOURG

**Référence du dossier :**  
2009CGESTRAATPALAISEPISCO  
PAL09

**Auteur du rapport :**  
Cherif Aoumer

**Fonction :** Opérateur de repérage  
**Certificat de compétence**  
n° DTI/1904-003  
**Délivré par :** SOCOTEC Certification  
France

**Contrat d'assurance :** AXA / n°  
10158549604 / échéance 31/12/2020

Le présent rapport et ses annexes forment un tout indissociable dont il ne peut être fait état, vis-à-vis de tiers, que par publication ou communication in extenso.

# Sommaire

<b>I.</b>	<b>CADRE DE LA MISSION .....</b>	<b>3</b>
1.	OBJET DE LA MISSION .....	3
2.	REFERENCES REGLEMENTAIRES ET NORMATIVES .....	3
3.	PROGRAMME DES TRAVAUX DU DONNEUR D'ORDRE .....	3
4.	PERIMETRE DU REPERAGE (LOCAUX ET PARTIES D'IMMEUBLES CONCERNES) .....	3
	DESCRIPTION DU BIEN .....	3
	PARTIES D'IMMEUBLE VISITEES .....	4
	PARTIES D'IMMEUBLE NON VISITEES .....	4
<b>II.</b>	<b>METHODOLOGIE EMPLOYEE .....</b>	<b>4</b>
1.	VALEUR DE REFERENCE UTILISEE POUR LA MESURE DU PLOMB .....	4
2.	STRATEGIE DE MESURAGE .....	4
3.	PRESENTATION DES RESULTATS .....	6
<b>III.</b>	<b>PROTOCOLE DU CONSTAT .....</b>	<b>6</b>
1.	IDENTIFICATION DES LOCAUX .....	6
2.	IDENTIFICATION DES ZONES .....	6
3.	IDENTIFICATION DES REVETEMENTS .....	6
4.	IDENTIFICATION DES UNITES DE DIAGNOSTIC ET SUBSTRAT .....	7
<b>IV.</b>	<b>INFORMATIONS CONCERNANT LE SPECTROMETRE .....</b>	<b>7</b>
<b>V.</b>	<b>DEROULEMENT DE LA MISSION .....</b>	<b>9</b>
1.	PRESTATIONS REALISEES : .....	9
2.	PERSONNES PRESENTES LORS DE LA VISITE : .....	9
3.	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LA VISITE .....	9
	ETAT D'OCCUPATION DES LOCAUX LORS DE NOTRE VISITE : .....	9
	AUTRES INFORMATIONS SUR LE DEROULEMENT DE LA MISSION : .....	9
4.	RAPPORTS PRECEDEMMENT REALISES COMMUNIQUEES A SOCOTEC DANS LE CADRE DE LA PRESENTE MISSION .....	9
5.	PLANS DES PARTIES D'IMMEUBLE CONCERNEES PAR LA MISSION .....	9
<b>VI.</b>	<b>RESULTATS DETAILLES .....</b>	<b>10</b>
	<b>ANNEXE 1 - REPERAGE DES LOCAUX .....</b>	<b>12</b>
	<b>ANNEXE 2 - REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE .....</b>	<b>14</b>
	<b>ANNEXE 3 - NOTICE D'INFORMATION .....</b>	<b>16</b>
	<b>ANNEXE 4 - CERTIFICAT DE COMPETENCES .....</b>	<b>19</b>
	<b>ANNEXE 5 - ATTESTATION D'ASSURANCE .....</b>	<b>20</b>

# I. CADRE DE LA MISSION

## 1. OBJET DE LA MISSION

La mission confiée à SOCOTEC a pour objet l'identification des revêtements et matériaux contenant du plomb susceptibles d'être altérés au cours des travaux de rénovation/réhabilitation ou de démolition, définis préalablement à la mission. L'altération de ces matériaux peut présenter un risque d'exposition au plomb des intervenants et doit être évalué le plus en amont possible du début des travaux.

**La recherche se limite aux revêtements et matériaux impactés par les travaux.**

**Ce diagnostic n'est ni un Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP) ni un Diagnostic du Risque d'Intoxication au Plomb, qui relèvent des obligations prévues par le Code de la Santé Publique.**

Notre mission consiste également en une recherche systématique permettant d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant du plomb, incorporés ou faisant indissociablement corps avec l'immeuble ou la partie de l'immeuble faisant l'objet des travaux, tels que :

- les peintures plombifères sur tout support (bois, plâtre, métal, ciment,...)
- les éléments en plomb métallique (canalisations, nappe isolante, ornements, revêtements d'étanchéité types bannes, tables, couvre joints, solins, noquets...),
- les faïences murales.

En effet, si des travaux sont réalisés sur ce matériau (retrait, percement,...) le repérage est nécessaire puisque la faïence peut masquer un autre revêtement contenant du plomb.

**Sauf indication contraire dans la suite du rapport, la recherche n'a pas porté sur les ouvrages suivants : voiries, réseaux enterrés, étanchéité des réseaux enterrés.**

## 2. REFERENCES REGLEMENTAIRES ET NORMATIVES

- > Principes généraux de prévention L4121-2 du code du travail
- > Prévention du risque d'exposition aux agents cancérigènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction R4412-59 et suivants
- > Norme NF X 46 031 avril 2008 relative à l'analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb
- > Articles 2, 3, 4 et Annexes 1 et 2 de l'Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.
- > Préconisation pour la réalisation d'un diagnostic plomb avant travaux (hors champs code de la santé publique) DIRECCTE CENTRE / Mars 2014

## 3. PROGRAMME DES TRAVAUX DU DONNEUR D'ORDRE

Ce paragraphe est consacré à la description détaillée des travaux envisagés afin de permettre au diagnostiqueur de définir la stratégie de mesures la plus adaptée. En l'absence de programme détaillé fourni par le donneur d'ordre, notre responsabilité ne saurait être engagée sur la stratégie de mesure ou le périmètre de repérage établi.

**TABLEAU DE RECENSEMENT DES TRAVAUX ÉTABLI PAR LE DONNEUR D'ORDRE**

Local / Structure	Nature des travaux	Entreprise Intervenant
Palier Réserve Combles Verrière	Rénovation	

**DOCUMENTS FOURNIS** : Néant

## 4. PERIMETRE DU REPERAGE (LOCAUX ET PARTIES D'IMMEUBLES CONCERNES)

### DESCRIPTION DU BIEN

Activité principale de l'immeuble : Autres

Année de construction : NC

## PARTIES D'IMMEUBLE VISITEES

Niveaux	Locaux
	Palier
	Réserve
	Combles
	Verrière

## PARTIES D'IMMEUBLE NON VISITEES

Niveaux	Locaux

## II. METHODOLOGIE EMPLOYEE

La recherche et la mesure du plomb ont été réalisées selon le cadre réglementaire défini précédemment, en s'appuyant sur les préconisations du document de mars 2014 établi par la DIRRECTE Centre « Préconisations pour la réalisation d'un diagnostic plomb avant travaux (hors champ code de la santé publique) ».

L'identification des locaux, zones, revêtements, matériaux et des unités de diagnostic sont fonction de la nature et de la localisation des travaux effectués. Par ailleurs, pour les ensembles bâtis (plusieurs bâtiments construits à la même période) présentant des locaux similaires, un repérage par échantillonnage peut être envisagé. Le diagnostiqueur définit sous sa seule responsabilité le choix des locaux et unités de diagnostic qui doivent faire l'objet d'un repérage (fluorescence X et / ou prélèvement).

Seules les unités de diagnostic impactées par les travaux font l'objet d'une ou plusieurs mesures avec un appareil à fluorescence X, y compris les surfaces recouvertes d'un matériau mince non susceptible de contenir du plomb.

L'auteur du constat peut recourir à des prélèvements de revêtements qui sont analysés en laboratoire pour la recherche du plomb acido-soluble selon la norme NF X 46-031, notamment dans les cas suivant :

- lorsque l'auteur du constat repère des revêtements dégradés et qu'il estime ne pas pouvoir conclure quant à la présence de plomb dans ces revêtements
- lorsque l'accessibilité du revêtement suspect ne permet pas une mesure à l'aide de l'appareil à fluorescence X.

En cas d'unité de diagnostic située à une hauteur supérieure à 3 mètres, il appartient au propriétaire de prendre les dispositions nécessaires, en accord avec la réglementation du travail, pour permettre au diagnostiqueur de réaliser les mesures de concentration en plomb sur celle-ci, faute de quoi le constat n'aurait de valeur que pour les unités diagnostiquées.

### 1. VALEUR DE REFERENCE UTILISEE POUR LA MESURE DU PLOMB

En l'absence de valeur-seuil réglementaire de prise en compte du risque plomb dans le cadre de cette mission, le présent rapport n'a pas vocation à conclure sur le niveau de risques que présentent les revêtements ou les matériaux identifiés comme contenant du plomb.

Il appartient aux donneurs d'ordre et entreprises intervenantes de choisir la technique d'intervention la moins polluante et de définir les mesures de prévention des risques et d'hygiène adaptées à chaque situation de travail.

Les valeurs mesurées renseignent aussi sur la nature des composés. Dans la pratique les valeurs élevées mettent en évidence la présence de céruse ou de minium de plomb. Les valeurs faibles ( $< 1\text{mg/cm}^2$ ) peuvent révéler la présence de siccatif de plomb (colle papier peint, peinture) ou d'impuretés dans les matériaux (support métallique, parpaings,...).

### 2. STRATEGIE DE MESURAGE

Contrairement au CREP, le nombre de mesures à réaliser est fonction du type d'unité de diagnostic (UD) et des travaux à effectuer. En effet, les limites prévues par la réglementation du CREP ne sont pas forcément adaptées à chaque situation (Nombre de mesures limité à 3, hauteur de la prise des mesures limitée à 3 mètres), puisque l'objectif n'est pas de repérer des zones potentiellement accessibles par les enfants, ni même de vérifier la conformité à une valeur-seuil. Par conséquent, le diagnostiqueur déterminera le nombre de mesures en fonction de l'étendue de l'UD et de la nature des travaux.

Dans le cas où plusieurs mesures sont effectuées sur une unité de diagnostic, elles sont réalisées à des endroits différents pour minimiser le risque de faux négatifs et réparties de façon pertinentes (partie haute et basse d'un mur, ...).

Lorsque l'auteur du constat repère des revêtements dégradés et qu'il estime ne pas pouvoir conclure quant à la présence de plomb dans ces revêtements il peut effectuer un prélèvement qui sera analysé en laboratoire.

### 3. PRESENTATION DES RESULTATS

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones, auxquelles il attribue une lettre (A, B, C ...) selon la convention décrite ci-dessous.

La convention d'écriture sur le(s) croquis et dans le(s) tableau(x) des mesures est la suivante :

- > La zone de l'accès au local est nommée « A » et est reportée sur le(s) croquis ; les autres zones sont nommées « B », « C », « D », ... dans le sens des aiguilles d'une montre ;
- > La zone « plafond » est nommée « PL ».

Les unités de diagnostic (par exemple : un mur d'un local, la plinthe du même mur, le dormant d'une fenêtre, ...) faisant l'objet d'une mesure sont classées dans le(s) tableau(x) des mesures.

*Nota : Une unité de diagnostic (UD) correspond à un ou plusieurs éléments de construction ayant même substrat et même historique en matière de construction et de revêtement.*

## III. PROTOCOLE DU CONSTAT

### 1. IDENTIFICATION DES LOCAUX

Par local, on entend toute pièce (salle de séjour, toilettes, etc.) et par extension : couloir, hall d'entrée, palier, partie de cage d'escalier située entre deux paliers, appentis, placard, etc.

Une cage d'escalier est découpée en plusieurs locaux. Sont considérés comme locaux distincts :

- > chaque palier ;
- > chaque partie de cage d'escalier située entre deux paliers.

En vue d'assurer la cohérence de ce découpage, le hall d'entrée pourra être assimilé au palier du rez-de-chaussée.

### 2. IDENTIFICATION DES ZONES

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones qu'il identifie sur le croquis. Ces zones correspondent généralement aux différentes faces du local.

Selon la convention établie, une lettre est attribuée à chaque « zone » du local (A, B, C et D). On appelle « zone A » le mur par lequel on accède au local. Les zones suivantes sont désignées dans le sens horaire.

Une unité de diagnostic est définie comme étant un élément de construction, ou un ensemble d'éléments de construction, présentant a priori un recouvrement homogène.

Chaque unité de diagnostic (porte, fenêtre, ...) est associée à une « zone ».

### 3. IDENTIFICATION DES REVETEMENTS

Par revêtement, on entend un matériau mince recouvrant les éléments de construction.

Les revêtements susceptibles de contenir du plomb sont principalement les peintures (du fait de l'utilisation ancienne de la céruse et celle de produits anti-corrosion à base de minium de plomb), les vernis, les revêtements muraux composés d'une feuille de plomb contrecollée sur du papier à peindre, le plomb laminé servant à l'étanchéité de balcons.

Bien que pouvant être relativement épais, les enduits sont aussi à considérer comme des revêtements susceptibles de contenir du plomb.

D'autres revêtements ne sont pas susceptibles de contenir du plomb : toile de verre, moquette, tissus, crépi, papier peint, ainsi que les peintures et enduits manifestement récents, mais ils peuvent masquer un autre revêtement contenant du plomb et sont donc à analyser.

## 4. IDENTIFICATION DES UNITES DE DIAGNOSTIC ET SUBSTRAT

Dans chaque local, toutes les surfaces susceptibles d'avoir un revêtement contenant du plomb sont analysées ou incluses dans une unité de diagnostic à analyser.

Cela comprend aussi les surfaces recouvertes d'un matériau mince non susceptible de contenir du plomb (papier peint, toile de verre, moquette murale, etc.), car un matériau contenant du plomb peut exister en dessous. L'auteur du constat identifie le substrat de l'unité de diagnostic par examen visuel et en fonction des caractéristiques physiques du matériau, et le revêtement apparent de l'unité de diagnostic.

Par substrat, on entend un matériau sur lequel un revêtement est appliqué (plâtre, bois, brique, métal, etc.) constituant des unités de diagnostic distinctes :

- > les différents murs d'une même pièce ;
- > des éléments de construction de substrats différents (tels qu'un pan de bois et le reste de la paroi murale à laquelle il appartient) ;
- > les côtés extérieur et intérieur d'une porte ou d'une fenêtre ;
- > des éléments situés dans des locaux différents, même contigus (tels que les 2 faces d'une porte car elles ont pu être peintes par des peintures différentes) ;
- > une allège ou une embrasure et la paroi murale à laquelle elle appartient.

Si des habitudes locales de construction ou de mise en peinture sont connues, l'auteur du constat en tient compte pour une définition plus précise des unités de diagnostic.

Peut (peuvent) constituer une seule et même unité de diagnostic :

- > l'ensemble des plinthes d'un même local ;
- > une porte et son huisserie dans un même local ;
- > une fenêtre et son huisserie dans un même local.

Dans une partie de cage d'escalier, sont aussi considérés comme unités de diagnostic distinctes :

- > l'ensemble des marches ;
- > l'ensemble des contremarches ;
- > l'ensemble des balustres ;
- > le limon ;
- > la crémaillère ;
- > la main courante ;
- > le plafond.

## IV. INFORMATIONS CONCERNANT LE SPECTROMETRE

Nom du fabricant de l'appareil	FONDIS	
Modèle de l'appareil	FENX	
N° de série de l'appareil	2-0589	
Nature du radionucléide	Cd109	
Date du dernier chargement de la source	25/12/2019 00:00:00	Activité à cette date et durée de vie : 850 Mbq
Autorisation ASN (DGSNR) Remplacé par Déclaration au 1 <sup>er</sup> Janvier 2019	N° T670558	Date de déclaration 14/11/2019 00:00:00
	Date de fin de validité de l'autorisation <b>Déclaration ASN</b>	
Nom du titulaire de l'autorisation ASN (DGSNR)	DELATTRE Olivier	
Nom de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR)	LAGARRIGUE Florian	

Étalon : NIST SRM2573 1.04mq/cm

Vérification de la justesse de l'appareil	n° de mesure	Date de la vérification	Concentration (mg/cm²)
Étalonnage entrée	1	02/09/2020	1 (+/- 0,1)
Étalonnage sortie	35	02/09/2020	1 (+/- 0,1)

La vérification de la justesse de l'appareil consiste à réaliser une mesure de la concentration en plomb sur un étalon à une valeur proche du seuil. En début et en fin de chaque constat et à chaque nouvelle mise sous tension de l'appareil une nouvelle vérification de la justesse de l'appareil est réalisée.





## V. DEROULEMENT DE LA MISSION

### 1. PRESTATIONS REALISEES :

- ☒ Entretien préalable et recueil des informations relatives à l'immeuble.
- ☒ Visite de l'immeuble pour inspection visuelle des composants susceptibles de contenir du plomb concernés. Cette étape est suivie d'investigations approfondies et de sondages selon nécessité.
- ☐ Prélèvement d'échantillons de matière et analyse des échantillons par un laboratoire accrédité sous-traitant de SOCOTEC  
**Laboratoire(s) d'analyse :** Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse
- ☒ Enregistrement des données sur les produits et matériaux repérés.
- ☒ Rédaction du présent rapport, des annexes, croquis.

### 2. PERSONNES PRESENTES LORS DE LA VISITE :

Accompagnateur(s) :  
> M. Fabrice VIERNER

### 3. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LA VISITE

#### Etat d'occupation des locaux lors de notre visite :

Les locaux étaient-ils habités lors de la visite ? OUI

#### Autres informations sur le déroulement de la mission :

Néant

### 4. RAPPORTS PRECEDEMMENT REALISES COMMUNIQUEES A SOCOTEC DANS LE CADRE DE LA PRESENTE MISSION

Néant

### 5. PLANS DES PARTIES D'IMMEUBLE CONCERNEES PAR LA MISSION

Les plans des parties d'immeubles concernées par la mission sont les suivants.

Batiment	Etage
Plan de repérage	Plan de repérage

## VI. RESULTATS DETAILLES

### Palier

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Valeur (1) / Constat visuel	Observation / Travaux envisagés (2)
2		Murs	enduit	peinture	Murs (Murs)	0,1	
3						0,1	
4		Charpente	bois	vernis	Charpente (Charpente)	0,07	
5						0,07	
6		Bâti fenêtre	bois	vernis	Bâti fenêtre (Bâti fenêtre)	1,66	
7		Ouvrant fenêtre	bois	vernis	Ouvrant fenêtre (Ouvrant fenêtre)	3,34	
8		Marches escalier	bois	vernis	Marches escalier (Marches escalier)	0,1	
9						0,1	
10		Contre Marches escalier	bois	vernis	Contre Marches escalier (Contre Marches escalier)	6,7	
11		Limon escalier	bois	vernis	Limon escalier (Limon escalier)	3,16	
12		Rampe escalier	bois	vernis	Rampe escalier (Rampe escalier)	3,51	

Nombre d'unités de diagnostic : 8

### Réserve

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Valeur (1) / Constat visuel	Observation / Travaux envisagés (2)
13	ABCD	Murs	enduit	peinture	Murs (Murs)	0,1	
14						0,1	
15	D	Bâti fenêtre	bois	vernis	Bâti fenêtre (Bâti fenêtre)	2,86	
16	D	Ouvrant fenêtre	bois	vernis	Ouvrant fenêtre (Ouvrant fenêtre)	2,29	

Nombre d'unités de diagnostic : 3

### Combles

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Valeur (1) / Constat visuel	Observation / Travaux envisagés (2)
17		Murs	enduit	peinture	Murs (Murs)	0,05	
18						0,05	
19		Charpente	bois	vernis	Charpente (Charpente)	0,07	
20						0,07	
21		Conduit	métallique	peinture	Conduit (Conduit)	0,05	
22						0,05	
23		Lucarnes (fenêtres)	métallique	peinture	Lucarnes (fenêtres) (Lucarnes (fenêtres))	0,05	
24						0,05	
25		Soudures du bâti des Lucarnes (fenêtres)	métallique	peinture	Soudures du bâti des Lucarnes (fenêtres) (Soudures du bâti des Lucarnes (fenêtres))	49	
26		Porte vers verriere	métallique	peinture	Porte vers verriere (Porte vers verriere)	6,5	

Nombre d'unités de diagnostic : 6

### Verriere

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Valeur (1) / Constat visuel	Observation / Travaux envisagés (2)
27		Murs	enduit	peinture	Murs (Murs)	0,05	
28						0,05	
29		Support verrière circulaire sol	métallique	peinture	Support verrière circulaire sol (Support verrière circulaire sol)	6,5	
30		Charpente de la verrière supérieure	métallique	peinture	Charpente de la verrière supérieure (Charpente de la verrière supérieure)	6,4	
31		Poutre de la verrière supérieure	métallique	peinture	Poutre de la verrière supérieure (Poutre de la verrière supérieure)	9	
32		fermes de la verrière supérieure	métallique	peinture	fermes de la verrière supérieure (fermes de la verrière supérieure)	5,2	
33		prise d'air sol	métallique	peinture	prise d'air sol (prise d'air sol)	14	
34		trappes des conduits de fumée	métallique	peinture	trappes des conduits de fumée (trappes des conduits de fumée)	5,3	

Nombre d'unités de diagnostic : 7

(1) Unités des mesures par fluorescence X mg/cm<sup>2</sup>

(2) Informations issues du tableau de recensement des travaux établi par le donneur d'ordre

**REMARQUE :**

**ROUGE (code couleur) : éléments contenant une valeur de de concentration de plomb supérieure à 1.**

**Analyses chimiques du laboratoire :**

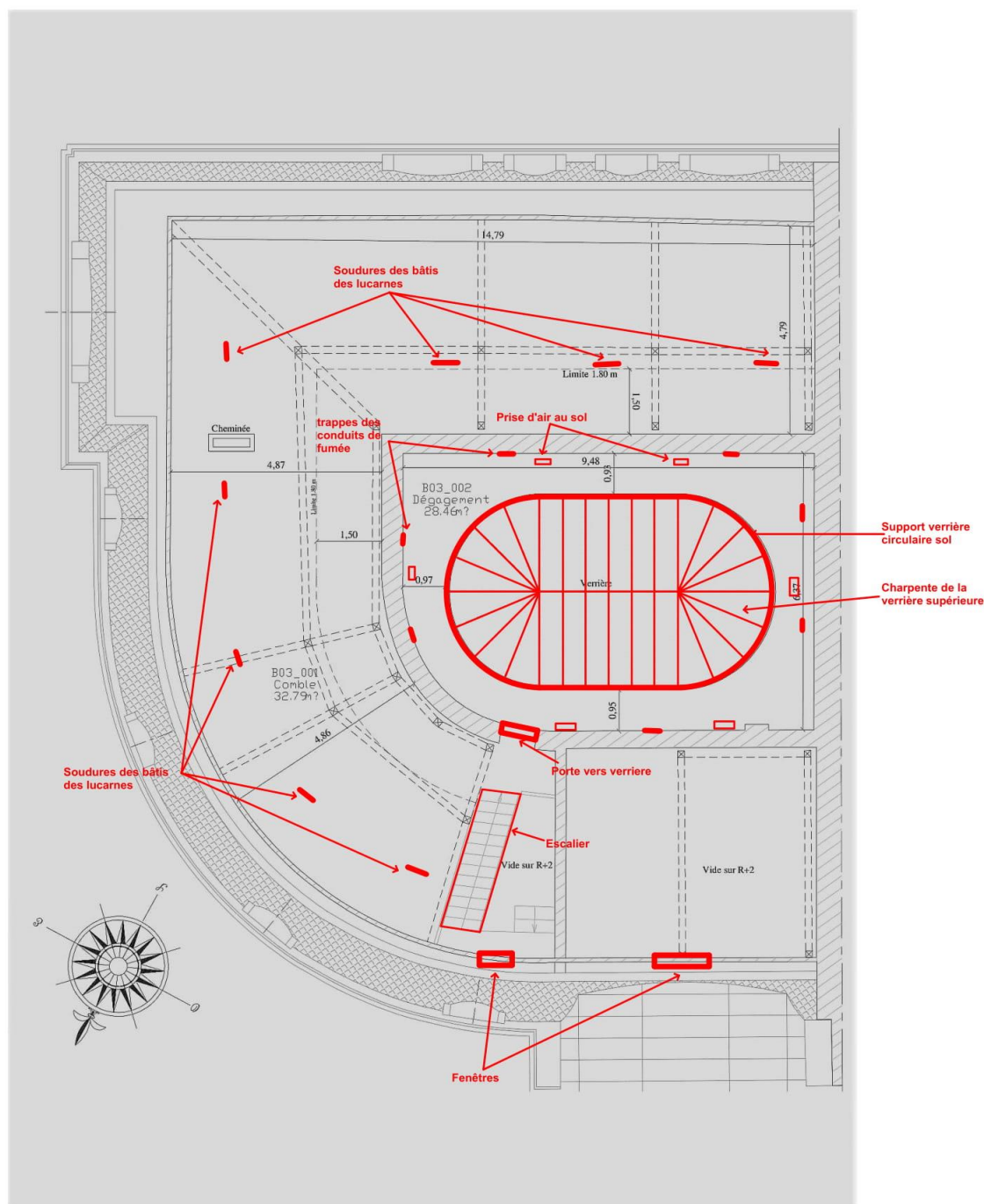
N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Résultat mesure (1)	Observation / Travaux envisagés (2)

(1) Unités des mesures par analyse chimique en mg/g

(2) Informations issues du tableau de recensement des travaux établi par le donneur d'ordre

Aucune analyse chimique n'a été réalisée en laboratoire.

## ANNEXE 1 - REPERAGE DES LOCAUX



### LEGENDE

**ROUGE (code couleur) : element contenant une valeur du plomb superieur a 1**

Plan non coté, pas à l'échelle et sert uniquement au repérage des matériaux

## ANNEXE 2 - REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE

Aucune photo n'a été jointe à ce rapport.

## ANNEXE 3 - NOTICE D'INFORMATION



## 1. LES EFFETS DU PLOMB SUR LA SANTE

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs, baisse de la fertilité) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, avortement etc.). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant (perturbation du développement du cerveau). Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.

## 2. COMMENT SE CONTAMINE-T-ON ?

Les opérateurs se contaminent en respirant ou en avalant les particules de plomb contenues dans les fumées ou poussières :

### Sur les chantiers

- > en travaillant sans protection,
- > en fumant ou s'alimentant avec les mains sales,
- > en se rongant les ongles,
- > en mâchant de la gomme ou autres.

### Hors lieux de travail

Les particules déposées sur les cheveux, la barbe, la peau, les vêtements peuvent être importées dans les véhicules et au domicile des intervenants qui peuvent continuer à se contaminer et contaminer leurs proches.

## 3. QUE FAIRE EN CAS DE RISQUE POTENTIEL SUR UN CHANTIER ?

### Identifier la présence de plomb (obligation d'évaluer les risques)

- > Exploiter le diagnostic plomb avant travaux pour construire le projet de rénovation/réhabilitation et démolition
- > Remettre le diagnostic plomb avant travaux aux entreprises intervenantes

### Choisir un mode opératoire le moins polluant

En concertation avec les différents acteurs et les entreprises :

Choisir la technique d'intervention la moins polluante (Exemples : éviter le sablage/grenailage, préférer le recouvrement au retrait des peintures par décapage mécanique ou chimique, utiliser des outils manuels peu émissifs)

### Définir les mesures de prévention et d'hygiène adaptées (obligation de sécurité)

- > Prévenir le médecin du travail pour la mise en œuvre d'une surveillance médicale adaptée
- > Prévoir les installations d'hygiène en adéquation avec la configuration du chantier
- > Choisir, fournir et entretenir les équipements de protection collective et individuelle adaptés y compris les vêtements de travail et combinaisons jetables,
- > Prévoir les installations d'hygiène (vestiaires – douches – sanitaires – restauration),
- > Prévoir un nettoyage régulier du véhicule (point d'eau, jerrican, sol, volant, sièges, étagère, outils,...) en informant l'intervenant de la présence de plomb,
- > Prévoir les mesures d'évacuation et d'élimination des déchets,
- > Informer et former l'encadrement et les salariés sur les risques, moyens de protection et mesures d'hygiène, notamment :
  - interdire de boire, fumer, mâcher de la gomme ou manger sur le chantier,
  - rendre obligatoire le lavage des mains et du visage à chaque pause et la douche en fin de journée,
  - interdire la prise de repas en vêtements de travail, sauf si ceux-ci ont été protégés par une combinaison jetable,
  - ne pas ramener de vêtements de travail souillés à son domicile, d'où l'intérêt de porter une combinaison jetable.

### Contactez votre médecin du travail et les organismes de prévention pour :

- > des conseils dans le choix des protections,
- > une aide à l'information et à la formation,
- > une mise en œuvre d'une surveillance médicale adaptée (service de santé au travail).

**CARSAT du Centre**  
[www.carsat-centre.fr](http://www.carsat-centre.fr)  
 Tél 02 38 81 50 00  
 prev@carsat-centre.fr



**OPPBTP Centre**  
[www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr)  
 Tél 02 38 83 60 21  
 orleans@oppbtp.fr



RSI région Centre  
<http://www.rsi.fr/centre>  
 Tél 08 20 20 96 26



**Les coordonnées des services de santé au travail sont disponibles sur le site de la DIRECCTE Centre :**  
[www.centre.direccte.gouv.fr/les-services-de-sante-au-travail-en-region-centre](http://www.centre.direccte.gouv.fr/les-services-de-sante-au-travail-en-region-centre)

**Si vous envisagez de réaliser des travaux sur des revêtements contenant du plomb et/ou des matériaux en plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.**

Des documents vous informent :

- > le diagnostic plomb avant travaux vous permet de localiser précisément ces revêtements et matériaux : lisez-le attentivement ! (seul ou en complément du Constat du Risque d'Exposition au Plomb)
- > la présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb des travailleurs amenés à réaliser ces travaux.
- > Les guides de prévention :
  - Guides OPPBTP « Peintures au plomb - Aide au choix d'une solution technique de traitement pour les professionnels du bâtiment » (téléchargeable sur [www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr))
  - Guide INRS « Interventions sur les peintures contenant du plomb », ED 909 (téléchargeable sur [www.inrs.fr](http://www.inrs.fr))

## ANNEXE 4 - CERTIFICAT DE COMPETENCES



**CERTIFICAT**  
N° DTI / 1904-003

Certifie par la présente que :

**Cherif AOUMER**

a passé avec succès les examens relatifs à la certification de ses compétences

DOMAINE TECHNIQUE	INTITULE DU/DE(S) TYPE(S) DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE IMMOBILIER	DEBUT DE VALIDITE	FIN DE VALIDITE
AMIANTE	Missions de repérage des matériaux et produits des listes A et B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la maintenance	17/04/2019	16/04/2024
CREP	Constat de risque d'exposition au plomb	17/04/2019	16/04/2024
DPE - individuels	Diagnostic de performance énergétique individuel	04/07/2019	03/07/2024
ELECTRICITE	Etat des installations intérieures d'électricité	13/05/2019	12/05/2024
GAZ	Etat des installations intérieures de gaz	13/05/2019	12/05/2024
TERMITES Métropole	Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment en métropole	17/04/2019	16/04/2024

qui ont été réalisés par Socotec Certification France conformément aux arrêtés compétences :

- Arrêté du 25 juillet 2010 relatif aux critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant des repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la maintenance
- Arrêté du 7 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2009 relatif aux critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant des constats de risque d'exposition au plomb ou dégrées pour relever et/ou répertorier plus ou moins les échantillons d'habitation et les critères d'acceptation des organismes de certification
- Arrêté du 7 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 30 octobre 2008 relatif aux critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'acceptation des organismes de certification
- Arrêté du 15 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 6 avril 2007 relatif aux critères de certification des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'acceptation des organismes de certification
- Arrêté du 13 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 10 octobre 2009 relatif aux critères de certification des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique et les critères d'acceptation des organismes de certification
- Arrêté du 2 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2010 relatif aux critères de certification des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'acceptation des organismes de certification

**cofrac**  
ACCREDITATION N° 6406  
PORTÉE COUVRANT LES  
WWW.COFRAC.FR

Directeur Opérationnel **Guillaume Rey**

Ce certificat n'a qu'une valeur indicative. La validité réelle d'un certificat SOCOTEC Certification International est matérialisée par la présence dans l'annuaire des centres disponible sur le site internet de SOCOTEC Certification France à Paris - www.socotec-certification-international.fr  
SOCOTEC Certification France - SAS au capital de 100 000 euros - RCS Créteil 490 984 309 - 1 rue René Anjoly - 94250 Gentilly - www.socotec-certification-international.fr

## ANNEXE 5 - ATTESTATION D'ASSURANCE

Votre Assurance  
► **RC PRESTATAIRES**



**Assurance et Banque**

**ATTESTATION**

**SOCOTEC DIAGNOSTIC**  
21 ROUTE D'ALBERT  
62450 AVESNES LES BAPAUME

**COURTIER**

**VD ASSOCIES**  
81 BOULEVARD PIERRE PREMIER  
33110 LE BOUSCAT  
**Tél : 05 56 30 95 75**  
Fax : 08 97 50 56 06  
Email : [CONTACT@VDASSOCIES.FR](mailto:CONTACT@VDASSOCIES.FR)  
Portefeuille : 0201478984

**Vos références :**

Contrat n° 10158549604  
Client n° 0626089020

AXA France IARD, atteste que :

**SOCOTEC DIAGNOSTIC**  
**21 ROUTE D'ALBERT**  
**62450 AVESNES LES BAPAUME**

est titulaire d'un contrat d'assurance N° 10158549604 ayant pris effet le 01/03/2018.  
Ce contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités de **DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS** suivantes :

**AMIANTE :**

**ETAT MENTIONNANT LA PRESENCE OU L'ABSENCE DE MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE**  
**DIAGNOSTIC TECHNIQUE AMIANTE**  
**DIAGNOSTIC AMIANTE PARTIES PRIVATIVES**  
**CONTROLE PERIODIQUE ( AMIANTE )**  
**CONTROLE VISUEL APRES TRAVAUX ( PLOMB - AMIANTE )**  
**REPERAGE AMIANTE AVANT/ APRES TRAVAUX ET DEMOLITION**  
**REPERAGE AMIANTE ET D'HAP SUR SURFACE BITUMEE ET ENROBES**

**PLOMB :**

**DIAGNOSTIC PLOMB DANS L'EAU**  
**CONSTAT DES RISQUES D'EXPOSITION AU PLOMB ( CREP )**  
**DIAGNOSTIC DE RISQUE D'INTOXICATION AU PLOMB DANS LES PEINTURES ( DRIPP )**  
**RECHERCHE DE PLOMB AVANT TRAVAUX / DEMOLITION**

**ETAT PARASITAIRE :**

**ETAT RELATIF A LA PRESENCE DE TERMITES**  
**ETAT PARASITAIRE ( MERULES, VRILLETES, LYCTUS )**  
**INFORMATION SUR LA PRESENCE DE RISQUE DE MERULE ( LOI ALUR )**

**MESURES :**

**MESURAGE LOI CARREZ ET LOI BOUTIN**  
**CALCULS DES MILLIEMES -TANTIEMES DE COPROPRIETE ET REALISATION DE PLANS ASSOCIES SELON LES TEXTES SUIVANTS : LOI**

10052620190710

**AXA France IARD SA**

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros  
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre  
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460  
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/2

65-557 DU 10 JUILLET 1965, DECRET 67-223 DU 17 MARS 1967, DECRET 2004- 479 du 27 mai 2004 ET SUIVANTS FIXANT LE STATUT DE LA COPROPRIETE DES IMMEUBLES BATIS.

AUTRES :

ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE DE GAZ

ETAT DES RISQUES NATURELS, MINIERES ET TECHNOLOGIQUES ( ENRNM )

ESRIS (ETAT DES SERVITUDES RISQUES ET D'INFORMATION SUR LES SOLS)

ERP (ETAT DES RISQUES ET POLLUTIONS)

DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE

DPE INDIVIDUEL POUR MAISONS INDIVIDUELLES, APPARTEMENTS ET LOTS TERTIAIRES AFFECTES A DES IMMEUBLES A USAGE PRINCIPAL D'HABITATION, AINSI QUE LES ATTESTATIONS DE PRISE EN COMPTE DE LA REGLEMENTATION THERMIQUE.

ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE.

ETUDE REGLEMENTATION THERMIQUE 2005 ET 2012.

DOCUMENT ETABLI A L'ISSUE DU CONTROLE DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

DIAGNOSTIC ASSAINISSEMENT AUTONOME ET COLLECTIF

ETAT DES LIEUX LOCATIFS

DIAGNOSTIC DE SECURITE PISCINE

CERTIFICAT DE DECENCE ET CERTIFICAT DE TRAVAUX DE REHABILITATION

DIAGNOSTIC POUR OBTENTION DE PRET A TAUX ZERO

INFILTROMETRIE-MESURES DE PERMEABILITE DU BATIMENT ET DES RESEAUX AERAIQUES

THERMOGRAPHIE INFRAROUGE

DIAGNOSTIC RADON : DANS TOUS TYPES DE BATIMENTS.

DIAGNOSTIC DANS LE CADRE DE LA LOI SRU AVANT MISE EN COPROPRIETE

DIAGNOSTIC DECHETS DE CHANTIER - ARTICLES R 111-43 A R 111-49 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION

DOCUMENT UNIQUE D'EVALUATION DES RISQUES COPROPRIETE - Articles L 230-2, III, R 230-1 DU CODE DU TRAVAIL

DIAGNOSTIC TECHNIQUE GLOBAL (DTG ) POUR LES COPROPRIETES - LOI N° 2014-366 POUR L'ACCES AU LOGEMENT ET UN URBANISME RENOVE « ALUR », A L'EXCLUSION DE MISSIONS RELEVANT D'UN PROFESSIONNEL DE LA VENTE OU DE LA LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS.

DIAGNOSTIC ACCESSIBILITE HANDICAPES

EXPERTISE EN VALEUR VENALE ET LOCATIVE ( SOUS RESERVE D'OBTENTION DE FORMATION )

ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION

CENTRE DE FORMATION

MESURES D'EMPOUSSIEREMENT AMIANTE AVEC STRATEGIE D'ECHANTILLONAGE

DIAGNOSTIC QUALITE DE L'AIR INTERIEUR

VERIFICATION PERIODIQUE ET INITIALE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES

VERIFICATION PERIODIQUE ET INITIALE DES INSTALLATIONS DE GAZ

VERIFICATION PERIODIQUE ET INITIALE DES ENGINS DE LEVAGE ET DE CHANTIER

DIAGNOSTIC SECURITE INCENDIE

CONTROLE DE SECURITE DES AIRES DE JEUX

RECHERCHE DE METAUX LOURDS SUR TOUS TYPES D'OUVRAGES ET DE BATIMENTS

La garantie Responsabilité civile professionnelle s'exerce à concurrence de 5.000.000 € par sinistre et par année d'assurance.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2020 au 31/12/2020 sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS le 02 Janvier 2020

Pour la société :



AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/2